Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 17 (2001)

Buchbesprechung: Notes et comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NOTES ET COMPTES RENDUS

■ Présentation du site *Clio*

Le site *Clio* (http://clio.ens.fr) est né en 1997 à l'initiative d'un groupe de chercheurs réunis au sein du laboratoire de sciences sociales de l'École Normale Supérieure (Éric Guichard, Olivier Le Guillou, Gérard Noiriel, Philippe Rygiel). Il avait originellement pour but de favoriser la poursuite d'une collaboration déjà ancienne, de réfléchir aux usages d'un outil alors nouveau et de permettre la diffusion rapide des résultats de recherches en cours tout en offrant aux chercheurs travaillant dans le domaine de l'histoire de l'immigration des outils nécessaires à leur activité (bibliographies, documents, comptes rendus d'ouvrages récents). Le site actuel, même si les thématiques de départ se sont élargies, puisque tous ceux qu'intéresse l'histoire sociale peuvent y trouver matière à nourrir leur curiosité – en particulier une page de pointeurs commentés classés et fréquemment actualisés qui comporte plusieurs centaines de références – porte la marque de cette origine.

D'une part, l'histoire des migrations y conserve une très large place, ce dont témoigne la création en 1999 d'une revue électronique, les *Actes de l'Histoire des Migrations*, munie d'un comité de lecture, qui publie régulièrement des articles inédits, des comptes rendus d'ouvrages, ou réédite des articles dont la version papier est aujourd'hui difficile à trouver.

D'autre part, les animateurs actuels demeurent fidèles aux principes qui guidaient l'équipe de départ. La création de formes d'écriture et d'outils nouveaux adaptés au médium reste l'une de nos préoccupations. Le site abrite ainsi aujourd'hui un Atlas interactif de l'immigration (*Atlas Clio*) qui permet aux chercheurs distants de générer les cartes des populations étrangères présentes en France durant l'entre-deux-guerres qui répondent à leurs besoins. Des outils d'analyse multivariée et de classification automatique, permettant aux chercheurs d'obtenir le traitement à distance de leurs données, sont en préparation. Nous avons d'autre part conservé le souci de travailler à une mutualisation des ressources des chercheurs en offrant l'accès à des outils, bibliographies, agenda des conférences et colloques, actualité de la recherche en histoire des migrations, répertoire des mémoires universitaires en histoire des migrations, qui intègrent les apports tant des membres de l'équipe que de certains de nos lecteurs. Enfin, la volonté de diffuser largement et rapidement les conclusions de nos travaux se traduit par la mise à disposition de textes courts et accessibles résumant les interventions effectuées lors du séminaire de l'ENS consacré à l'histoire de l'immigration (E. Guichard, P. Rygiel).

Les grands chantiers de l'année 2002 seront, d'une part le passage à un site composé de pages dynamiques, soit la structuration en base de données de l'essentiel de l'information disponible sur le serveur, et d'autre part une exten-

sion thématique, puisque trois nouveaux espaces seront ouverts au cours de l'année 2002, l'un consacré à l'histoire sociale des pays méditerranéens, un deuxième à l'histoire sociale de l'État et un troisième à l'histoire de l'histoire.

Philippe Rygiel[1]

■ Gérard Noiriel, ***Etat, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir***, Paris, Belin (Socio-Histoires), 2001, 400 p.

Ce recueil d'articles de Gérard Noiriel publiés au cours des quinze dernières années est introduit d'une manière qui explicite fort bien la démarche de l'auteur et l'évolution de ses recherches. Comme il a déjà su le faire dans d'autres ouvrages (sur la «crise» de l'histoire ou l'idéologie de Vichy), Noiriel témoigne de ses réflexions de chercheur, il donne à voir la genèse et l'histoire de ses propres travaux et s'efforce de susciter le débat. Par ailleurs, le titre choisi pour l'ouvrage illustre lui aussi les intentions de l'auteur: montrer tout l'intérêt d'une histoire critique des relations de pouvoir – entre individus, mais surtout entre l'État et les individus, problématique qui mène tout droit à la question nationale – en s'ouvrant à la sociologie et à ses méthodes.

Au nom d'une éthique de la discussion largement prise en compte par les fondateurs des *Annales*, l'historien souhaite présenter ses démarches pour qu'elles soient débattues et critiquées. Mais aussi pour les inscrire dans l'évolution récente de l'historiographie contemporaine, avec notamment le poids nouvellement conféré à Vichy. À la fin des années quatre-vingt, il a cherché à promouvoir l'histoire de l'immigration comme objet légitime de la recherche, de même qu'il a tenté de redéfinir l'histoire sociale pour ne plus l'opposer stérilement à l'histoire politique. C'est ainsi que la question de l'immigré lui est apparue en relation avec la question du statut d'étranger, c'est-à-dire dans ses relations avec l'État après la pleine instauration de la nation à la fin du XIXe siècle, une réflexion critique qu'il a ensuite prolongée autour d'une catégorie sociale et juridique qui est apparue tout aussi tardivement, celle de réfugié.

Gérard Noiriel se méfie des acteurs collectifs du récit historique, il s'efforce de retrouver des individus en chair et en os, et des activités humaines, derrière de telles entités. Pour ce faire, il se réfère à la socio-histoire, une approche et une pratique de l'histoire sociale qui sont fortement liées à la sociologie et aux apports de ses pères fondateurs. Attentives en premier lieu à la question du lien social, elles se distinguent de la micro-histoire dans la mesure où elles s'intéressent à la modernité de la société de masse et à ses modes de médiation plutôt qu'aux petites communautés et à leurs relations directes.

---

1. Maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Chercheur associé auprès du laboratoire de sciences sociales de l'École Normale Supérieure.

Le concept de représentation, au sens de la capacité d'agir et d'exercer un pouvoir de domination au nom de quelqu'un et non pas à celui d'une manière sociale et collective de se représenter quelque chose, permet au contraire d'envisager, au sein d'une société donnée, les relations à distance, à l'échelle de catégories sociales bien déterminées. En s'inspirant des travaux d'un Max Weber, qui le prolonge par une réflexion sur le droit et la légitimation du pouvoir, ce concept permet une analyse critique de l'État comme structure de commandement dans un contexte moderne et démocratique qui implique qu'il n'y ait pas de différence qualitative entre dominants et dominés. L'exercice est toutefois rendu plus complexe pour des entités comme l'immigration qui se sont constituées de fait, sans avoir de vrais porte-parole, en réintroduisant des différences de statut à la suite d'un travail minutieux d'assignation identitaire. Et il permet en fin de compte de décrire un processus bureaucratique d'institutionnalisation de l'identité qui a pleinement joué son rôle dans les pratiques de contrôle social du XXe siècle.

L'auteur applique le même raisonnement à une loi française de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes qu'il considère comme la première étape de la constitution de l'« État-providence » (terme dont la pertinence, malgré les guillemets, mériterait discussion compte tenu des usages pervers dont il fait aujourd'hui l'objet ; il s'agissait surtout, à l'époque, d'affronter la question sociale à partir dudit État). Il évoque les résistances à la mise en cartes des ouvriers, cette manifestation supplémentaire de la mutation que l'on peut observer, pour cette époque, quant à la relation des individus avec l'État. L'impressionnante rationalisation bureaucratique qui devait nécessairement accompagner cette innovation sociale. Mais aussi son inscription dans un cadre étroitement national qui devait permettre, en quelque sorte, de justifier par des mesures concrètes un discours national qui, a priori, n'allait pas de soi.

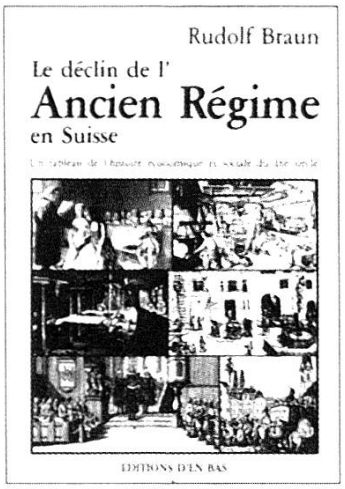
Les histoires du fait national et des migrations contemporaines sont difficilement séparables et se complètent l'une l'autre. À travers la loi sur les retraites, l'introduction du passeport (qui atteste à la fois l'identité et l'appartenance nationale) ou la question du droit d'asile, Noiriel montre bien tout ce qui s'est joué il y a un siècle quant à la manière dont les rapports de domination dans les sociétés démocratiques se sont réaménagés sous l'aune de l'assignation identitaire. Dans ce cadre, l'histoire des migrations implique non seulement de recourir à l'histoire politique et à l'histoire sociale, mais elle devrait déboucher sur une prise en considération de la constitution sociale et juridique de catégories particulières. Ce qui a fait écrire à l'auteur, à propos de la nécessité d'une histoire critique des pratiques policières d'identification des migrants, que l'histoire de l'immigration constituait *« un formidable lieu d'observation pour comprendre des problèmes qui sont au cœur du monde moderne tel qu'il a surgi à partir du XIXe siècle. Étant donné que l'immigrant d'aujourd'hui se caractérise à la fois par le critère de la mobilité et par le critère de la nationalité, il incarne la double révolution que le monde a connue depuis 1789 : la révolution industrielle (qui a permis une fantastique accélération de la mobilité des hommes dans l'espace) et la révolution politique (la Révolution française inaugure l'ère des États-nations, fondés sur le principe de la nationalité) »* (pp. 333-334).

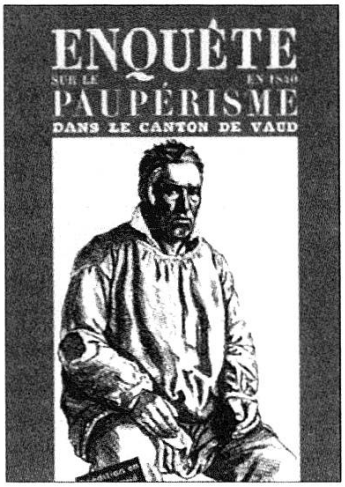
En définitive, l'ouvrage de Gérard Noiriel ne peut qu'inspirer de stimulantes réflexions sur l'inclusion et l'exclusion, la valorisation des migrations intérieures et la répression des tentatives d'immigration au sein et autour de l'Europe de Schengen. En outre, il nous propose, à une échelle collective qui gagnerait sans doute à pouvoir être complétée et enrichie par des approches plus différenciées et plus individuelles, une vision de l'histoire critique – la socio-histoire – qui devrait nous permettre de mieux situer les faits du passé dans un contexte de société. Et de dépasser ainsi avec profit, en interrogeant la dimension sociale des relations de pouvoir, l'opposition entre l'histoire politique et l'histoire sociale traditionnelles.

ChH

■ **Les éditions d'En Bas** (1976-2001): 25 ans d'histoire militante.

L'assistance des pauvres au Moyen-âge dans le Pays de Vaud et *La Redresse* d'Arthur Honegger sont les deux premiers ouvrages publiés en 1976 par les *Éditions d'En Bas*, fondées et animées par Michel Glardon, qui se constituent en association sans but lucratif en 1979 (puis dès 1991 en coopérative). Ces deux ouvrages donnent le ton: le premier est la thèse de droit d'Alice Briod datant de 1926 qui tente de rendre leur histoire aux exclus de la société et le second un roman autobiographique sur les circuits de la rééducation et la dévalorisation systématique et brutale de jeunes, relégués au ban de la société. L'histoire sociale et «la parole au peuple» seront les deux axes privilégiés des *Éditions d'En Bas* durant 25 ans. Le livre d'Honegger est traduit de l'allemand par Gilbert Musy et ce sera une autre constante des éditions: servir de pont entre la Suisse allemande et la Suisse romande en traduisant aussi bien des écrivains comme Peter Bichsel ou Thomas Hürlimann que des historiens comme Rudolf Braun, Stefan Keller ou Jacques Picard.

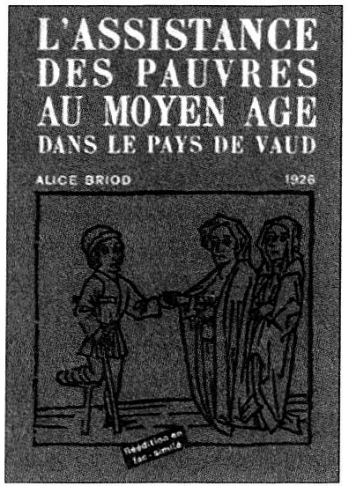


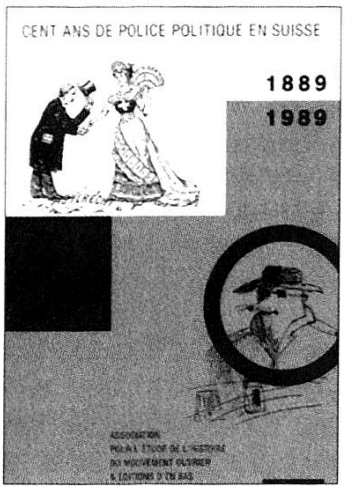


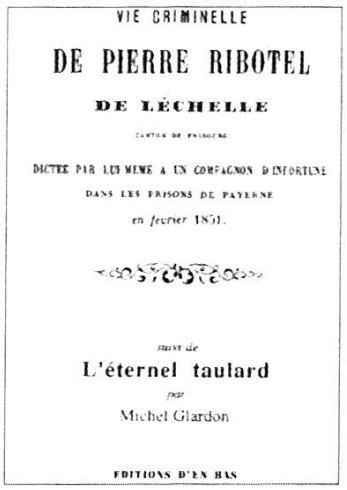
Le succès de certains titres (*Propre en ordre* de Geneviève Heller ou *Moi, Adeline, accoucheuse* d'Adeline Favre) a permis aux éditions de prendre parfois certains risques en publiant des ouvrages à la diffusion plus confidentielle, mais néanmoins nécessaires, comme *La vue portée au loin, une histoire de la pensée anthropologique* d'Isabelle Schulte-Tenckhoff ou *Le cigare et les fourmis, aperçu sur l'histoire des ouvrières vaudoises* de Madeleine Denisart et Jacqueline Surchat. Au cours des années le champ des intérêts s'est élargi à d'autres thèmes: les prisons, l'écologie, le féminisme, les rapports Nord-Sud et une série de guides pratiques (*Vos droits face à la police et au juge d'instruction*, *Vos droits d'assurés*, *Comment chercher un emploi*, etc.). Au fil de ces 25 dernières années plus de 300 titres ont été édités, sans compter les ouvrages diffusés ou distribués, en particulier les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* de l'AEHMO, ainsi que les deux numéros spéciaux: *Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920* et *Cent ans de police politique en Suisse 1889-1989.*

Lors de la dernière assemblée générale de la coopérative des Éditions d'En Bas en février 2001, Michel Glardon a passé le témoin d'administrateur-animateur des éditions à Jean Richard, qui, avec le même comité qui œuvre depuis une vingtaine d'années, va poursuivre la tâche difficile mais enthousiasmante de publier des ouvrages dans la ligne adoptée par la maison d'édition depuis 1976. Marie-Ange Wicki, qui a secondé l'animateur durant toutes ces années, quitte également son poste pour rejoindre le comité. Les historiens de notre association souhaitent bonne chance à Jean Richard, l'assurent de leur soutien et remercient Michel Glardon et Marie-Ange Wicki d'avoir su créer par leur travail d'éditeur militant les conditions nécessaires à la diffusion d'une histoire sociale engagée et critique durant un quart de siècle.

Le Comité de l'AEHMO







■ La passion, la raison et le «supermarché» de l'histoire: Giovanni De Luna, ***La passione e la ragione. Fonti e metodi dello storico contemporaneo***, Florence, La Nuova Italia, 2001, 292 p.

Le dernier livre de Giovanni De Luna prolonge utilement tout ce que les historiens italiens avaient déjà produit à propos de l'usage public de l'histoire. Face à un déferlement médiatique – en Italie – qui convoque l'histoire à tout propos pour dire un peu n'importe quoi et servir la dernière idée à la mode – pourvu qu'elle s'en prenne un peu aux fondements antifascistes de la République – il nous propose des réflexions éthiques et méthodologiques sur la construction de l'histoire du XXe siècle. Et insiste notamment sur ces sources qui sont tellement indispensables à toute démarche historique digne de ce nom, mais qui posent des problèmes nouveaux, toujours plus complexes.

L'auteur évoque les conditions particulières de la recherche dans le domaine de l'histoire contemporaine, c'est-à-dire à ses yeux dans le domaine de l'histoire du vingtième siècle, une période qui est à la fois récente et désormais achevée, mais qui implique aussi une dimension de simultanéité et de proximité, parce que nous en avons tous vécu une partie, ce qui permet de bien faire jouer la triade passé-présent-futur. Il se réfère tout d'abord à diverses manières possibles de concevoir les caractères fondamentaux de ce siècle qui vient de se terminer, par les points de vue idéologique, (le totalitarisme et ses limites explicatives), économique (l'idée d'un siècle industriel et fordiste qui se serait terminé il y a déjà une trentaine d'années) ou moral (la brutalité et la violence de guerres excessives, la «vie nue» qui a été imposée dans l'horreur des camps de concentration ou d'extermination), tout en mettant l'accent, à juste titre, sur la massification comme noyau dur de la définition des particularités de cette période historique. Ces quelques considérations posent évidemment des problèmes de périodisation, quant au statut des toutes premières années du siècle, à la centralité des guerres ou à la pertinence du court vingtième siècle hobsbawmien. Mais les réponses données par les historiens du contemporain dépendent en réalité de leur propre vécu. Évoquant les *«sentiments du passé»*, Antonella Tarpino[1] a ainsi dressé les portraits de l'*historien-vampire* (attaché à la rigidité du positivisme et à sa capacité de figer le passé au tournant du siècle passé), de l'*historien-dépeceur* (désireux de soumettre le passé à l'expérimentation des durées et des paysages), de l'*historien-chasseur* (oscillant entre l'anonymat des méthodes quantitatives et l'enquête sur les mentalités), pour en arriver à l'*historien médiatisé* de la fin du siècle. C'est là une typologie parmi bien d'autres possibles (De Luna se réfère aussi, par exemple, à cet *historien antiquaire* – qui évoque les faits historiques sans s'intéresser à l'histoire – que le grand historien Arnaldo Momigliano avait opposé à l'*historien investigateur*) qui nous montre combien les pratiques historiques sont aussi le résultat de choix de postures.

Cela dit, pour l'histoire du contemporain, ces choix sont en plus déterminés par l'expérience de la simultanéité, c'est-à-dire par le fait que le chercheur est lui-même impliqué dans le temps qu'il interroge et qu'il doit donc

---

1. Antonella Tarpino, *Sentimenti del passato*, Florence, La Nuova Italia, 1997.

reconnaître et maîtriser sa propre subjectivité et le poids de sa propre expérience de vie dans le regard qu'il porte sur les faits de l'histoire. En cela, l'historien est à la fois acteur et narrateur, et cette dernière fonction implique qu'il sache s'intéresser vraiment à l'univers mental et aux réalités concrètes des hommes de ce passé qu'il évoque. Mais c'est aussi ce qui doit parfois le rendre modeste lorsqu'il confronte ses propres travaux à la force narrative de certaines œuvres littéraires. Enfin, cette dimension subjective ne devrait cautionner aucun relativisme, et c'est bien le recours aux sources, la recherche de la preuve, qui devraient caractériser le travail historique tout en sachant qu'elles ne sauraient mener pour autant à des certitudes scientifiques. Ce qui est encore compliqué par la nécessité de reconstruire le passé pour le faire transiter dans le présent, ce qui revient à assumer une fonction d'*historien-enzyme*, rendant le passé assimilable et veillant à le confronter aux multiples discours de l'usage public de l'histoire.

Giovanni De Luna revient alors à ce concept, relancé en Italie par Nicola Gallerano[2], pour abonder dans l'idée qu'il n'est plus possible à l'historien du contemporain de faire comme si ses travaux de chercheur pouvaient être pleinement distingués de la discussion publique de l'histoire. Dans la partie de son livre qui est évidemment la plus discutée dans l'espace public, il fait valoir que certaines formes dudit usage public de l'histoire peuvent évidemment révéler des réalités du présent, comme par exemple la prolifération de musées patrimoniaux et ruraux qui découle du recul de ces activités dans la société. Mais l'usage public de l'histoire le plus impressionnant, le plus soumis à la massification contemporaine, demeure sans doute celui qui se développe dans les différents médias, et spécialement tous les «événements» télévisuels qui portent sur un sujet d'histoire ou s'y réfèrent indirectement. En outre, les cas de controverses relatives à des faits d'histoire contemporaine se sont multipliés dans les journaux italiens, mais sans jamais apporter quelque chose de vraiment nouveau à notre connaissance des faits. Seul un débat sur le présent – la crise des institutions républicaines italiennes – s'est développé en donnant lieu à la promotion par les révisionnistes d'une figure nouvelle de la vulgate populaire, l'«histoire des gens», c'est-à-dire notamment l'histoire de l'expérience de cette zone grise de la population, de cette catégorie d'individus qui ne se sont pas engagés et dont certains décrivent aujourd'hui, avec insistance, le caractère majoritaire pour mieux en faire un emblème du présent. Or, la figure de cet «historien des gens» – terme qui avait été introduit par Renzo De Felice – est d'autant plus inquiétante, compte tenu de l'écho qu'elle trouve dans les médias, qu'elle consiste clairement à utiliser l'histoire comme un véritable «supermarché» où l'on peut prendre allégrement tout ce qui sert dans l'immédiat à légitimer la pensée dominante du moment, sans jamais chercher à démontrer ses affirmations à partir de critères scientifiques.

Aujourd'hui, pour faire face à ce raz-de-marée de la soumission à une vulgate historique surconditionnée par un présent tyrannique (selon l'expression de Gallerano), il faudrait surtout promouvoir la figure de l'*historien-iconoclaste* (cette expression-là est de Witold Kula), qui ne se laisse pas déterminer

2. Nicola Gallerano (Éd.), *L'uso pubblico della storia*, Milan, FrancoAngeli, 1995.

par des enjeux de pouvoir et qui s'efforce de réduire le hiatus entre le sens commun dominant et les constats de l'histoire critique. De ce point de vue, il s'agirait aussi d'assurer un retour aux sources, c'est-à-dire à la recherche constante de la preuve, mais sans revenir pour autant aux impasses du positivisme, à un rapport insuffisamment critique à l'égard de cette documentation et de sa signification, voire à une surestimation des faits au détriment de toute problématique. Cela dit, la question des sources exige, pour l'histoire contemporaine, une certaine rigueur méthodologique : les documents historiques peuvent être de toute nature et n'auront de signification qu'en fonction des questions pertinentes dont ils feront l'objet. Elle pose aussi des problèmes nouveaux avec l'irruption des documents électroniques, mais surtout avec l'affirmation des médias comme le plus formidable transmetteur d'histoire, dans une société de masse, que le monde ait jamais connu. L'ogre historien que Marc Bloch appelait à flairer toute chair humaine devrait donc aussi la voir, l'entendre et la toucher en mobilisant tous ses sens. Il devrait s'ouvrir à l'étude des rêves et de l'imaginaire en s'associant à ses collègues psychologues ou anthropologues. Intégrer dans ses réflexions la dimension visuelle des images et de leurs éventuels mensonges. Il pourrait encore s'occuper de problématiques aussi incongrues que l'évolution de l'usage des prénoms. Et s'enrichir des productions originales et complexes que peut fournir la pratique de l'histoire orale.

À travers divers types de sources, l'histoire du XXe siècle est aussi jonchée de corps qui sont parfois exposés avec insistance, dont en particulier, pour l'Italie, la démonstration macabre autour du corps de Mussolini que Sergio Luzzatto a récemment analysée[3]. Cette problématique, qui peut susciter de vraies batailles, par exemple pour la récupération de ces corps, débouche naturellement sur celle de la mémoire, des commémorations et des monuments funéraires. Mais elle peut concerner aussi des corps vivants, soumis au travail, brutalisés, etc.

La dernière partie du livre de De Luna traite de l'histoire dans les médias, audiovisuels et électroniques en particulier. Tout d'abord, l'irruption des médias dans la société contemporaine a multiplié d'une manière impressionnante la production de sources, à tel point qu'elles ne peuvent plus être appréhendées, ni critiquées, avec les méthodes habituelles des historiens. En outre, *Internet* a aussi introduit des modes de communication qui ne laissent plus les mêmes traces, voire pas de traces du tout, ce qui constitue encore un autre défi. Mais l'auteur évoque également les manipulations photographiques et la force de communication d'un cinéma pour lequel le principe de vérité ne sépare plus vraiment, et depuis longtemps, le documentaire et la fiction. Par ailleurs, les émissions de radio ou de télévision, spécialement lorsqu'elles portent sur des faits de l'histoire, devraient toujours être appréhendées et analysées en fonction des intentions dont elles sont l'expression. C'est d'ailleurs cette même posture qui mène l'auteur à défendre l'efficacité dans l'espace public du film de Roberto Begnini, *La vita è bella*, et à condamner en même

3. Sergio Luzzatto, *Il corpo del Duce*, Turin, Einaudi, 1998.

temps les manipulations d'historiens révisionnistes soudain transformés en chroniqueurs de journaux quotidiens.

La construction du récit historique peut s'effectuer à différents niveaux, dans différents lieux. Elle pose des problèmes fondamentaux que résume bien l'heureuse formule attribuée à Carlo Ginzburg, *« l'histoire est une fiction qui peut être prouvée »* [4]. Autrement dit, elle implique d'abord un choix conscient et ensuite une mise à l'épreuve des faits et des documents aussi rigoureuse et transparente que possible. Mais une grande partie de ces constructions ont lieu dans l'espace public, et notamment à l'école. Elles se sont en particulier déroulées, hier, dans le cadre d'une institution scolaire qui s'était affirmée à l'époque moderne sous l'effet de l'irruption des livres imprimés. Cette école avait alors pour fonction de *« gouverner la tradition »* en régulant la diffusion de ces textes par une sélection des plus significatifs. Or, aujourd'hui, avec l'irruption des médias dans une société de masse, l'école doit faire face à une transformation profonde de la culture marquée par le poids nouveau des images et de l'expression orale. La didactique de l'histoire est donc placée devant la nécessité de prendre en considération d'autres modalités possibles de ces constructions par le biais de la photographie, de la radio, de la télévision ou du cinéma. C'est dans ce contexte que l'auteur, pour pouvoir développer une critique historique digne de ce nom qui soit inscrite dans son temps, se montre très ouvert à la nécessité d'un dialogue entre les différentes constructions possibles du récit de l'histoire des hommes, d'une prise en considération de leurs caractères complémentaires. Il insiste par exemple sur l'intérêt de l'analyse cinématographique, avec ses variations de champs et d'échelles, pour l'analyse historique elle-même telle que devrait la concevoir l'*historien-investigateur*, l'ogre-historien du XXIe siècle.

Les critiques de De Luna aux manifestations de l'usage public de l'histoire s'accordent parfaitement avec une situation italienne où l'histoire donne effectivement lieu à un spectacle médiatique permanent, souvent déplorable. Mais il ne s'agit pas pour autant de les stigmatiser systématiquement. En Suisse, par exemple, cette présence de l'histoire sur la place publique, et dans les médias, a largement permis d'ouvrir le débat sur l'attitude des autorités du pays face au national-socialisme. Ce qui est plutôt positif. En effet, les historiens qui, jusque-là, avaient fait état de ces relations discutables, avec tous les arguments scientifiques nécessaires, avaient dû prêcher dans un quasi-désert. Cela dit, ces formes d'usage public sont toujours problématiques et peuvent très vite retomber dans l'instrumentalisation. Les constats négatifs de l'auteur pourraient d'ailleurs s'appliquer pleinement à la Suisse où toutes sortes de situations discutables peuvent être identifiables. À Genève, par exemple, comme l'a souligné Marc Vuilleumier dans la presse locale, la récente célébration d'une ville ouverte aux réfugiés n'a rien rappelé des mesures policières, des expulsions et des discours publics contre les réfugiés ; elle a même réussi à faire un réfugié du notable Théodore Turrettini, lointain descendant, au XIXe siècle, de réfugiés du XVIe siècle ; plus grave encore, l'anniversaire

4. Carlo Ginzburg, « L'histoire est une fiction qui peut être prouvée », *Le Monde des débats*, n° 25, mai 2001, pp. 42-45.

du centenaire du premier Prix Nobel de la paix remis à Henry Dunant donne lieu à une commémoration sélective et douteuse qui se garde bien de rappeler l'engagement du mouvement ouvrier contre la guerre. Au service de bonnes ou de moins bonnes intentions, le «supermarché» de l'histoire est donc aussi ouvert en dehors de l'Italie. C'est la raison pour laquelle les réflexions de Giovanni De Luna devraient pouvoir nous aider à promouvoir une histoire critique et investigatrice qui tourne le dos aux facilités de celle des antiquaires.

Charles Heimberg

■ Jean Cassou, ***La mémoire courte***, Editions Mille et une nuits/Fayard, Paris, 2001, 111 p.

La collection *Mille et une nuits* a eu l'excellente idée de nous faire (re) découvrir *La mémoire courte*, un pamphlet au ton incisif et sans appel de Jean Cassou (1897-1986), publié pour la première fois en 1953 aux éditions de Minuit. Cassou était alors directeur du Musée d'Art moderne à Paris. Membre du cabinet de Jean Zay pendant le Front populaire, il avait surtout été un résistant précoce et actif (réseau du Musée de l'Homme dès 1940), ce qui lui valut de devenir commissaire de la République à Toulouse en 1944-1945 et président du Comité national des écrivains en 1946. D'obédience communiste, il avait mis un terme à son compagnonnage avec le PCF en 1949, dans le sillage du schisme yougoslave. Outre son engagement politique, Cassou était également connu en tant qu'écrivain.

Le texte, qui comporte dans la présente réédition un utile appareil critique établi par Marc Olivier Baruch, constitue une manière de réponse à la *Lettre aux directeurs de la Résistance* de l'écrivain Jean Paulhan (1951) – même si Paulhan n'y est jamais cité. La controverse a pour objet la gestion de l'«héritage résistant» et, plus généralement, l'état de décrépitude dans lequel, selon Cassou, la France est tombée. Révulsé par le «blanchiment» de certains ex-collaborationnistes ou pétainistes notoires (Lucien Rebatet, Charles Maurras, Xavier Vallat, Gaston Bergery, etc.), il prend la plume pour rappeler ce que fut la Résistance et dénoncer les travers passés et présents de ses contemporains. Le texte est à considérer comme un document sur son temps autant qu'un témoignage sur les années noires. C'est sans doute cette double caractéristique qui fait son intérêt.

Document sur son temps, d'abord. En se livrant à une critique radicale et désenchantée de l'état moral de son pays – il faudrait dire de sa patrie, tant il est vrai que Cassou affiche un solide patriotisme –, l'auteur apparaît comme un représentant typique de ces résistants «idéalistes» ayant lutté au nom de valeurs fortes et exigeantes (la liberté, la dignité, la justice, etc.), qui, après la guerre, ont le sentiment d'être isolés et d'avoir été trahis. Il est vrai qu'en 1953, le contexte n'était guère favorable à l'«esprit de résistance». L'heure était à l'amnistie et à la réintégration d'un grand nombre de «collabos». La droite avait voté une première loi d'amnistie le 5 janvier 1951, et une secon-

de, plus conséquente encore, le serait le 6 août 1953. Symboliquement, cette année serait aussi celle de l'élection à la présidence de René Coty qui, en tant que parlementaire, avait voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Peu avant, en 1951, les élections législatives avaient porté au pouvoir des hommes comme Jacques Isorni, Roger de Saive et Jacques Le Roy Ladurie (père de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie), ayant tous trois – certes à des degrés divers – lié leur nom au régime de Pétain. De nombreux résistants s'étaient rapprochés des ex-pétainistes, devenant ainsi, à l'instar du colonel Rémy, des «pétaino-gaullistes». D'ailleurs, De Gaulle lui-même ne se faisait-il pas le défenseur de l'idée selon laquelle, pendant la guerre, la France avait eu besoin de deux cordes à son arc: Pétain et de Gaulle? L'idée, affirmée pour la première fois par Pétain en août 1944, allait faire florès par la suite. En janvier 1953, elle était reprise cette fois-ci par l'ancien ambassadeur de France en Allemagne, André-François Poncet, lors de sa réception à l'Académie française. Cassou ne rate pas l'occasion de dire ce qu'il pense du discours de ce dernier: *«Par la voix d'un pompeux dadais, rompu depuis sa brillante scolarité au genre littéraire du canular, l'histoire parla. L'histoire parla, distribuant équitablement l'éloge et le blâme, effaçant les divisions, ramenant tout excès de jugement à une prudente mesure et expliquant le plus raisonnablement du monde le rôle des deux illustres antagonistes. De Gaulle, qui peut-être avait montré quelque inopportune impatience dans son zèle à combattre les Allemands, Pétain, qui sans doute avait échoué dans son sage dessein de leur soumettre la France, mais tous deux bien méritants et tous deux réconciliés à l'issue d'une échauffourée où, en somme, rien ne s'était produit qui eût pu faire croire à quelque coupure dans le paisible cours de nos destinées. Mais voilà qui était à jamais inscrit dans les fastes, l'un avait porté le sabre, l'autre le bouclier, et ceux qui n'avaient rien porté, leur emboîtant le pas, pénétraient à leur suite sous la coupole de la gloire».* Nul doute qu'en 1953, après la création d'un comité d'honneur pour la libération de Pétain (1948) et d'une association pour défendre la mémoire du maréchal (1951), la cause de ce dernier gagnait du terrain. «Ils» relevaient la tête, comme l'a noté Pierre Assouline, notamment grâce à la guerre froide et à l'anticommunisme – puissants facteurs de reclassement politique.

La guerre froide, précisément, est violemment condamnée par Cassou. *«L'hystérie est déjà là,* écrit-il, *toute chaude, elle a commencé à s'ébattre avec la persécution des prétendues "activités anti-américaines", la chasse aux sorcières, les horreurs racistes, les maniaques accusations calomnieuses, les vociférations des prétoriens et des condottieres».* Il renvoie dos à dos les deux impérialismes qui, d'après lui, se partagent le monde dans une égale brutalité et soif de puissance. Son souhait? Que la France emprunte une troisième voie, car il veut encore croire que son pays a un rôle à jouer *«entre les deux mastodontes affrontés».* On sait que telle sera aussi la politique de de Gaulle au début des années 1960.

Si ces observations étaient probablement partagées par bon nombre de résistants ayant vécu semblable expérience, on peut par contre se demander s'il en va de même de ses réflexions sur la jeunesse. Celles-ci occupent une grande place dans le dernier chapitre intitulé «France» et sont assez éton-

nantes. La jeunesse y est présentée comme une masse léthargique, irresponsable et indéterminée, tout juste capable, au mieux, de s'anéantir dans le communisme. Pour le reste, elle *« préfère demeurer dans sa fatigue et dans son équivoque et s'y abandonner comme au plus mol oreiller »*. Elle rappelle même *« ces jeunesses désaxées qui, après une débâcle, sont devenues la proie du fascisme, du nazisme, ont ramassé, factices, artificiels, confectionnés, tout faits, des prétextes à une exaltation qu'ils ont prise pour leur propre exaltation »*. Cassou lui reproche son indétermination identitaire (il n'emploie toutefois pas ce mot), culturelle et sexuelle. Il n'y a, par exemple, pas d'amour dans les auteurs qu'elle lit (Rimbaud, Lautréamont, Kierkegaard, Kafka, Sade), pas de distinction sexuelle claire non plus (Gide). Si elle écoute la musique de Bach, ce n'est pas pour son *« allègre fermeté linéaire »*, mais pour son côté *« mathématique »*. *« Ajoutez à cela les philosophies du néant, de l'angoisse et de l'absurde, plus ou moins bien digérées, plutôt mal que bien, le succès de la peinture abstraite, c'est-à-dire séparée de tout ce qui est figure, de tout ce qui est volonté du monde de se faire figure, enfin des révélations de la psychanalyse qui suppriment de la vie, à son apparition dans un jeune cœur, tout mystère et tout émoi et assurent ledit jeune cœur que ce ne sont là que symboles de pulsions prénatales : et vous aurez l'univers exsangue, vidé de toute substance, fantomatique et désespéré qu'habitent les jeunes gens d'à présent et où ils se complaisent »*. Caractère commun de cet univers : *« le goût de l'indistinct, plus exactement l'horreur du distinct, l'horreur de l'expression, partant de la responsabilité »*. Curieux propos émanant d'un homme qui, comme il le dit lui-même, estime fort les écrivains existentialistes, adore la psychanalyse et l'art abstrait et respecte les homosexuels... Il y là matière à réflexion et peut-être aussi à comparaison avec l'époque actuelle, tant les jugements de Cassou ressemblent à ce que l'on entend parfois aujourd'hui.

Qui ne suivrait pas Cassou sur ce terrain ne peut manquer, cependant, de reconnaître un certain intérêt à son point de vue qui l'amène à parler de ces *« jeunes d'après-catastrophe »*, ayant été soumis cinq années durant à la propagande de la Révolution nationale. N'y a-t-il pas là, en effet, quelque chose à étudier de plus près ? Cassou évoque également les conséquences sur la jeunesse de la mauvaise maîtrise du passé en 1945. Non seulement la France a raté son épuration, mais elle a surtout raté son rendez-vous avec une véritable prise de conscience par rapport au passé. *« Les générations précédentes ont trop vécu d'équivoque et de fatigue pour qu'équivoque et fatigue ne reparaissent pas dans la jeunesse actuelle, et accrues, une plus trouble équivoque, une fatigue encore plus fatiguée. Comment en serait-il autrement après ces années où rien n'a été clair ni, depuis, élucidé ? Les événements n'ont pas dit leur nom, ni pendant qu'ils se produisaient, ni rétrospectivement »*.

L'autre dimension du livre, c'est bien sûr le témoignage sur les années noires, par lesquelles il faut comprendre la Guerre d'Espagne et la Résistance. Certes, le témoignage, dû aux morts, en dit autant – sinon plus – sur Cassou que sur les années noires. Or, il est à la fois beau et poignant. On y mesure une nouvelle fois l'importance que représenta la cause républicaine espagnole pour toute une génération de « gens de gauche ». Cassou, qui avait pu rencontrer Azaña en 1936, conservera intact son attachement à l'Espagne et à ces

exilés républicains faisant preuve, dans leur affliction, de tant de discrétion, générosité et noblesse. Quant à la Résistance, on perçoit clairement ce qu'elle fut, en particulier à ses débuts, pour la poignée de résistants qui s'élancèrent, à l'appel de leur conscience, en plein inconnu: *« une conscience qui s'éveillait ça et là »*, *« une minuscule et vacillante protestation qui ne savait quelle forme, quelle expression elle pourrait bien prendre »*, *« un fait moral, absolu, suspendu, pur »*. Hélas, la réaction avait fini par reprendre le dessus tant en Espagne qu'en France, comme elle l'avait fait après chaque *« sursaut moral »* de l'histoire (Jeanne d'Arc, la Révolution française, les Trois Giorieuses, Quarante-Huit, la Commune, l'Affaire Dreyfus). La *« ligne de progrès »* avait une nouvelle fois succombé à la *« ligne des réactions »*.

Cassou décrit encore ses mois de prison en 1941, 1942 et 1943, expérience qu'il qualifie, non sans sentiment de culpabilité, de moment de bonheur. Il s'attarde ensuite à l'aspect tantôt tragique, tantôt comique de ces villes et campagnes minées d'une *« sourde et irréductible »* activité clandestine, théâtre d'ombres, champ de manœuvres de tous ces résistants «ordinaires», dont le courage n'était pas la moindre des qualités. *« Tel brave bureaucrate à binocles, qui en d'autres temps eût mené la plus banale et paisible des carrières, la Gestapo pouvait le suspendre au plafond, la tête en bas, et le fustiger jusqu'à ce qu'asphyxie commençât à s'ensuivre, puis le décrocher, le laisser souffler et recommencer: il ne parlait pas. Tel petit ingénieur tout jeune, aux yeux et à la voix d'enfant, la Milice pouvait le passer à la chaise électrique, dans sa chambre de tortures de la rue Fourtanier, en présence du sadique intendant de police Marty, de hideuse mémoire: il ne parlait pas »*.

A l'endroit des «collaborateurs», synonymes pour lui de traîtres, Cassou n'a aucune pitié, aucune indulgence. Ils ne savaient pas? Mais, alors, comment se faisait-il que d'autres avaient su? Pour Cassou, neuf ans après la chute de Pétain, seule la haine devait prévaloir à leur égard, mais pas n'importe laquelle: la *« haine parfaite, la sainte haine »*, celle qui était *« irréductible, puisque raisonnée – raisonnée, rationnelle, fondée en raison, ressortissant de la raison, et dès lors immuable, inflexible, non susceptible de plus et de moins, de variations, de ces troubles caprices qu'on appelle sautes d'humeurs »*.

On le voit, il y a une sorte d'intransigeance fondamentale dans *La mémoire courte*, un refus absolu de tout compromis, une virulence de propos – présents également dans sa critique des milieux d'affaires et de la bourgeoisie, car Cassou demeure anticapitaliste – encore rehaussés par l'efficacité et la brillance du style. Autant de traits, on l'a vu, qui s'expliquent en partie par le contexte. L'ensemble donne finalement un portrait relativement contrasté et parfois inattendu du personnage – notamment à propos de la jeunesse, comme nous l'avons déjà signalé, mais aussi au sujet de l'Empire, que Cassou défend fermement. C'est surtout une source intéressante pour appréhender les années 1950 et une saisissante illustration de l'esprit de résistance.

Luc van Dongen

L'affaire Sofri comme objet d'histoire

Nous reprenons ci-dessous un texte qui rendait compte, ce printemps, des enjeux d'une rencontre internationale au Château de Voltaire, à Ferney-Voltaire, pour dénoncer l'affaire Sofri et tenter de mobiliser l'opinion internationale pour qu'elle trouve enfin un débouché démocratique. En effet, l'emprisonnement arbitraire d'Adriano Sofri ne saurait laisser indifférents des historiens du mouvement social. Elle relève assez clairement d'une répression politique aveugle dont le mouvement ouvrier a régulièrement fait l'objet au cours de son histoire. Elle constitue par ailleurs, à partir des faits sanglants qui sont à son origine, un thème d'histoire du temps présent qui devrait absolument pouvoir être étudié davantage.

Voilà déjà treize ans qu'a éclaté l'affaire Sofri en Italie. Treize ans que trois anciens militants actifs, ou dirigeants, de l'organisation *Lotta Continua*, Adriano Sofri, Giorgio Pietrostefani et Ovidio Bompressi, ont été arrêtés parce qu'un soi-disant repenti les accusait d'avoir été les mandants, ou les auteurs, de l'assassinat, en 1972, du commissaire Calabresi. A l'époque, ce policier était vertement attaqué dans les colonnes de la presse d'extrême-gauche après la mort scandaleuse, depuis son bureau, d'un militant anarchiste, Pino Pinelli, officiellement victime d'un «malaise actif» qui ressemblait beaucoup à une défenestration.

En 1988, Leonardo Marino, le fameux témoin qui s'était dit soudainement pris de remords, avait d'abord passé quelques nuits mystérieuses dans une caserne de carabiniers. Pour y faire quoi? En tout cas, la version des faits qu'il fournit aux magistrats fut non seulement soumise à bien des variations, mais se trouva en contradiction avec d'autres témoignages: des versions successives d'une soi-disant rencontre avec Sofri à Pise après un meeting pluvieux, une configuration très approximative des lieux milanais dont il aurait fui, un conducteur moustachu que plusieurs témoins avaient pourtant décrit comme étant une femme... Les zones d'ombre furent vraiment nombreuses dans l'établissement des faits et la prise en compte de la «confession» de Marino. Cependant, alors que plus d'une dizaine de repentis n'avaient pas suffi à inquiéter l'inoxydable Giulio Andreotti, les approximations d'un seul individu furent suffisantes pour accabler les trois accusés au terme d'une succession de procès que l'historien Carlo Ginzburg a comparé aux procédures d'inquisition qu'il avait étudiées à propos de la grande répression de la sorcellerie.

En réalité, cette affaire est éminemment politique. Elle touche directement des personnalités de la gauche extra-parlementaire de ces années chaudes et constitue ainsi une mise en accusation de toute une génération de militants qui ne se retrouvaient ni dans le régime démocrate-chrétien, ni dans la prochaine perspective du compromis historique. Ainsi des innocents ont-ils été condamnés à 22 ans de prison par un appareil judiciaire dont l'esprit de corps a prévalu envers et contre tout. A tel point qu'un juré populaire s'est présenté un jour chez un avocat pour faire état des pressions qu'il avait subies afin que l'on condamne les trois prévenus.

A propos de Sofri et de ses deux compagnons d'infortune, Carlo Ginzburg a donné une magistrale leçon d'histoire dans *Le juge et l'historien*[1], une leçon aujourd'hui reproduite dans un très beau film de Jean-Louis Comolli[2] et qui survivra sans aucun doute au dénouement – qui s'est déjà bien trop fait attendre – de ce scandale judiciaire. Ce texte est magnifique. Il peut nous faire penser à celui d'un Jean Jaurès publiant *Les preuves* pour démonter, avec une rigoureuse méthode d'historien, les fondements de l'accusation proférée contre Alfred Dreyfus. Mais aussi au très beau livre de Pierre Vidal-Naquet, *Le trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin*[3], qui réfutait de vulgaires thèses médiatiques proférées à l'encontre du héros de la Résistance et de ses soi-disant liens avec Moscou. Les deux ouvrages de Ginzburg et Vidal-Naquet se distinguent par la présence d'une histoire lointaine, en alternance avec l'analyse de faits contemporains, par un va-et-vient dans le temps et la consistance de leur argumentation. Mais leur transparence et leur honnêteté se perçoivent aussi par le fait d'affirmer dès le départ leur propre conviction et de proposer en même temps une méthode critique pour aller en vérifier le bien-fondé.

Considérer l'affaire Sofri comme un objet d'histoire et la soumettre à cette méthode critique aurait en principe dû permettre de contribuer à son évolution ultérieure en démontrant les mécanismes de l'erreur judiciaire et de l'abus de pouvoir. Malheureusement, un tel recours à l'histoire ne devait pas être forcément efficace dans l'Italie d'aujourd'hui. L'historiographie transalpine est en effet d'une grande richesse, elle a donné lieu à des travaux et à des réflexions de haute tenue sur la mémoire, l'usage public de l'histoire, l'implication ou la responsabilité morale des historiens. Mais le meilleur n'empêche pas que le pire puisse survenir. Et il y a des usages politiques de l'histoire qui produisent parfois des effets dévastateurs.

Evoquons tout d'abord les apports de cette historiographie. Carlo Ginzburg a finement décrit ce qui distingue les rôles du juge et de l'historien, la nécessité pour le juge de trancher, celle pour l'historien de nuancer et de réinterroger sans cesse sa problématique. Il a également souligné que le document d'histoire ne menait pas toujours à la vérité, que l'histoire s'intéressait à des représentations et à des événements qui n'avaient pas eu lieu, mais en lesquels des individus croyaient. Ce qui ne devrait pas empêcher pour autant que la quête de vérité caractérise bien davantage la démarche historique qu'un quelconque relativisme. Des spécialistes de l'histoire orale ont montré de leur côté que cette vérité était d'un accès difficile à partir des seuls témoignages. A propos d'un massacre nazi en Toscane, l'historien Leonardo Paggi a par exemple mis en évidence l'existence de deux mémoires, inscrites dans deux échelles différentes, celle du village et celle de la nation, celle des gens ordinaires et celle de la Résistance, dans un volume qu'il a coordonné et qui mériterait une traduction française[4]. C'est d'ailleurs en étudiant ce même

1. Publié à Lagrasse, chez Verdier, en 1997.

2. *L'affaire Sofri*, Arte, 2001.

3. Publié à Paris, à La Découverte, en 1993.

4. *Storia e memoria di un massacro ordinario*, Rome, Manifestolibri, 1996.

massacre de Civitella in Val di Chiana que Giovanni Contini, pour sa part, a introduit le concept de mémoire divisée[5]. De son côté, Alessandro Portelli a étudié la mémoire collective de la tuerie nazie des Fosses Ardéatines, à Rome, en particulier sa représentation comme acte de représailles après le soi-disant refus des auteurs de l'attentat partisan de la rue Rasella de se rendre aux autorités occupantes. L'ordre avait déjà été exécuté, et cette formule inscrite sur une affiche nazie dément clairement ladite représentation. Mais la croyance a persisté et c'est là un fait qui intéresse directement l'historien[6]. Enfin, Nicola Gallerano avait relancé il y a quelques années le concept d'«usage public de l'histoire», introduit dans les années quatre-vingt par Habermas, mais en refusant d'opposer trop nettement les pratiques professionnelles de l'historien et la présence de l'histoire dans la cité. Il avait par exemple montré que pour s'affranchir de la tyrannie du présent, il était nécessaire d'affronter cette mise en discussion de l'histoire dans l'espace public en tentant de défendre les méthodes critiques de l'histoire professionnelle[7]. Tous ces exemples, toutes ces considérations sur la comparaison, la valeur des témoignages, les difficultés de leur étude critique ou la nature des débats publics sur l'histoire ne sont évidemment pas sans rapport avec certains aspects de l'affaire Sofri.

Mais il y a aussi le pire. En effet, pour l'historien Giovanni De Luna, *« les médias ont contaminé la communauté scientifique à un point tel qu'ils ont fini par en constituer l'infrastructure de base, remplaçant à cet effet les circuits institutionnels et académiques habituels : les lieux de réflexion et de discussion collective propres à la profession (en particulier les revues qui ont toujours été l'instrument privilégié des échanges d'information entre historiens sur leurs perspectives de recherche) se sont terriblement raréfiées, condamnant l'historien qui désire communiquer avec ses collègues à utiliser des moyens externes comme les quotidiens, la télévision, les chaînes télématiques »*[8]. Dans un contexte fortement révisionniste où prévaut l'idée de rompre avec le passé d'une République inscrite dès le départ dans une configuration antifasciste, l'intérêt manifesté par la société italienne pour l'histoire contemporaine implique donc le risque d'une grave dérive vers une soi-disant «histoire des gens», pour reprendre une expression volontiers utilisée par les révisonnistes, qui ne serait qu'affaire d'opinion et de convenances individuelles. En effet, en Italie, comme ailleurs, une vulgate néolibérale impose la stigmatisation des crimes staliniens et leur mise sur le même plan que les crimes fascistes et la Shoah. Cela a des conséquences particulièrement graves dans le contexte transalpin puisque certains en viennent aujourd'hui à souli-

5. *La memoria divisa*, Milan, Rizzoli, 1997.

6. Alessandro Portelli, *L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria*, Rome, Donzelli, 1999.

7. Voir l'ouvrage collectif qu'il a dirigé : *L'uso pubblico della storia*, Milan, FrancoAngeli, 1995 ; et le dossier de la revue *Diogène* sur «La responsabilité sociale de l'historien», n° 168, 1994.

8. *La Rivista del Manifesto*, février 2001.

gner que la chute du fascisme fut d'abord une défaite nationale et que les jeunes soutiens de la grotesque République de Salò mériteraient eux aussi un certain respect. La banalisation et le révisonnisme sont même tellement efficaces que la droite a pu se permettre de dédier le *Lungomare* de la ville de Bari à un certain Araldo di Crollalanza, un hiérarque fasciste de sinistre mémoire. Ce qui a mené Gianpasquale Santomassimo, dans le *Manifesto* du 25 avril 2001, à se demander si l'on pourrait *« imaginer en Allemagne ou en France une Place Rudolf Hess ou une Avenue Pierre Laval »*. Paradoxalement, alors que le contexte actuel dans d'autres pays européens est plutôt favorable au développement d'une histoire plus critique de la Seconde Guerre mondiale et des fascismes, l'Italie paraît donc dominée par un sens commun inquiétant qui va exactement dans le sens contraire et que les médias relayent abondamment.

Dans ce contexte fort peu réjouissant, considérer l'affaire Sofri comme un véritable objet d'histoire risquait donc de ne pas suffire à empêcher qu'elle se réduise, en fin de compte, à une simple question d'opinion publique et de convenance idéologique. Alors même qu'une méthode historique critique ne pouvait qu'aboutir au constat de l'erreur judiciaire et de l'abus de pouvoir en l'absence de preuves dignes de ce nom. C'est là un terrible paradoxe. Berlusconi, qui prétend voir du communisme un peu partout, peut affirmer jour et nuit que les problèmes des Italiens seraient dus à des communistes introuvables. Et ses clones peuvent déclarer, de manière tout aussi définitive, que le terrorisme italien n'aurait été que le produit des dérives de l'extrême-gauche. Pour que chacun s'en convainque, ils veulent même faire main basse sur les livres d'histoire et de lecture qui sont utilisés dans les écoles. Peu importent la démocratie, la liberté d'opinion, le respect de la vérité et l'établissement des faits. Et peu importe ce qui s'est réellement passé. Même les déclarations d'un ancien militaire sur le rôle des structures occultes de l'État italien et de son allié atlantique dans la stratégie de la tension n'ont aucune importance. La vulgate dominante demeure toute-puissante dans un univers médiatique qui ne laisse plus de place à la critique, ni à l'épaisseur du temps. Et l'histoire rigoureuse peut certes contribuer à l'établissement de la vérité. Mais elle ne parvient pas, pour l'instant, à faire valoir l'équité. Ce qui ne saurait durer éternellement

Adriano Sofri est le seul des trois condamnés à être encore emprisonné puisque Pietrostefani s'est réfugié en France tandis que Bompressi se trouve aux arrêts domiciliaires pour de graves raisons de santé. Adriano Sofri veut prouver son innocence et ne cesse d'écrire. Il écrit sur le devenir du monde, sur la souffrance des opprimés. En refusant que son cas soit trop comparé aux grandes victimes de l'histoire. Mais il écrit, il est lu et l'on risque par-là de s'habituer à cette situation scandaleuse. Or, cette affaire est grave. Elle met en jeu la démocratie européenne et sa crédibilité. Elle concerne en effet tous ceux qui ont fait un jour le choix de s'engager, d'une manière ou d'une autre, pour une société meilleure. Et devrait donc révolter tous les démocrates. Parce qu'elle est le résultat d'un esprit de corps antidémocratique, celui des juges italiens, mais aussi celui de l'armée et des services secrets. Parce qu'elle est une manière de ne pas affronter l'histoire de l'Italie de l'après-

guerre, de ses zones d'ombre inquiétantes. D'où l'immense et dernier espoir d'une condamnation de l'Etat italien par la Cour européenne des droits de l'homme. D'où la nécessité d'une pression publique efficace, à partir d'une campagne internationale, pour libérer Sofri le plus rapidement possible et faire revoir cette sentence judiciaire inique.

ChH

A l'initiative de l'Auberge de l'Europe du Château de Voltaire, et en présence notamment de Carlo Ginzburg, Antonio Tabucchi, Gianni Sofri et Jean-Louis Comolli, une rencontre internationale a évoqué le scandale de l'affaire Sofri et lancé l'appel suivant:

Appel pour Sofri

Depuis plus de quatre ans, Adriano Sofri est détenu dans une cellule de la prison de Pise: là, dans cet espace restreint, il a déjà passé plus de 1400 jours de sa vie. Il devrait en sortir en 2017. C'est là le résultat d'une affaire judiciaire inquiétante et, sous certains aspects, incroyable. En 1988, Sofri a été arrêté avec deux de ses camarades; il était accusé d'être le mandant de l'homicide d'un commissaire de police, advenu seize ans plus tôt, en 1972. L'accusation fut lancée par un «repenti» qui soutenait avoir lui-même participé à l'attentat. Après une série de condamnations et d'acquittements, ce parcours judiciaire, qui a duré plus de dix ans, s'est terminé par une condamnation définitive à vingt-deux ans d'emprisonnement. Au cours de ces procès, on a vu émerger des zones d'ombres jamais éclaircies, des pressions indues, des irrégularités de tout type: la première de toute fut la destruction des pièces à conviction (advenue en 1988-1989, après l'arrestation des trois inculpés!) Certains ont parlé de méthodes qui rappelaient les pires moments de l'Inquisition, d'autres d'une nouvelle affaire Dreyfus. Le témoignage du «repenti» s'est révélé, sur bien des points, fragile et contradictoire: inconciliable, par exemple, avec les dépositions des témoins oculaires du crime; souvent a été avancé le soupçon que son témoignage avait été influencé par des interventions externes: ainsi, ce n'est que deux ans après le début de l'affaire que l'on apprit que le «repenti» avait été secrètement en contact avec les carabiniers pendant pratiquement un mois avant d'être arrêté. Il faut souligner que l'accusation contre Sofri ne repose que sur le témoignage du «repenti» et qu'elle n'a été confirmée par aucune preuve. Pendant des années, Sofri a proclamé vigoureusement son innocence, en axant sa défense sur le terrain de la justice et de la recherche rigoureuse des preuves. Il a toujours refusé la thèse d'un complot dont il serait victime: il dit la mépriser, dénonçant l'enchaînement de petites et grandes violations qui, un pas après l'autre, d'inertie en précipitation, conduit à l'injustice. De la sorte, Adriano Sofri a offert un exemple extraordinaire de

confiance dans la Justice. A deux reprises il est entré spontanément dans la prison où il se trouve actuellement, alors qu'il avait la possibilité de se réfugier sous des cieux plus cléments. Depuis sa prison, il écrit des articles d'histoire, d'éthique et de mœurs pour certains des plus importants journaux italiens et il ne cesse de se battre pour la vérité et la justice. Homme rigoureux et courageux, d'une rare indépendance de pensée, Sofri a mis à plusieurs reprises, dans le passé, sa vie au service de causes nobles : celle des dissidents polonais et de Solidarnosc, celle des habitants de Sarajevo assiégé, ville où il a effectué de longs séjours, celle des Tchétchènes. Aujourd'hui, en homme fier, il se refuse à demander sa grâce. Il veut que son innocence soit reconnue. Nous estimons que la détention d'Adriano Sofri est un scandale ; nous demandons à toutes les instances qui en ont la possibilité, de la Cour européenne des droits de l'homme à Monsieur le Président de la République italienne, de faire en sorte que ce scandale soit effacé. L'Europe, comme il a été dit à juste titre, ne peut se construire uniquement à force de discussion et de définition des paramètres financiers ; elle se construit également en mettant en valeur une culture commune, dans laquelle les droits des citoyens doivent occuper la place qui leur revient. L'affaire Sofri est une pierre de touche pour l'Europe du Droit et des droits.

Château de Voltaire, Ferney-Voltaire, 29 avril 2001

Retour au Vallon de l'anarchisme

- Robert Felalime, ***Saint-Imier et le Vallon de nos ancêtres***, Bienne, éd. Intervalles, 1998, 342 p., illustré.

- Odile Brenzikofer et Eddie Rossel (resp.), ***Anarchisme***, Bienne, revue *Intervalles* n° 59, printemps 2001, 126 p., illustré, ISSN 1015-7611.

- Kaj Falkman, ***Orden och Bergen***, Stockholm, Atlantis, 1981, 326 p., ISBN 91-7486-196-4.

De l'auberge-restaurant de la Clef à Saint-Imier, où se tinrent maintes réunions préparant la création de la Fédération jurassienne en 1871, il ne reste plus dans un musée que le linteau sculpté : 1835, P. F. L., pour Philippe Fé Lalime (1778-1849). Son descendant Robert Félalime, qui s'est fait le chroniqueur de ses ancêtres, consacre le premier chapitre de son dernier ouvrage à Philippe. Outre celui-ci et Bakounine, Saint-Imier et son vallon ont vu passer d'autres personnages originaux et méconnus qui ont passionné cet historien autodidacte.

C'est ainsi qu'il consacre un deuxième chapitre à «l'affaire Baswitz», du nom d'un médecin d'origine juive et prussienne dont la menace d'expulsion en 1850 suscita des troubles entre ses partisans et le gouvernement bernois. Un mois durant, de la mi-janvier à la mi-février 1851, Saint-Imier fut occupé par 1200 militaires bernois; l'auteur en dresse une chronologie minutieuse qui devrait permettre de corriger quelque peu l'histoire officielle.

Le troisième chapitre de l'ouvrage est consacré à Hermann Jung (1830-1901), l'ami de Marx et le secrétaire du Conseil général de l'AIT, originaire de Saint-Imier. Le rôle de Jung dans l'AIT est connu, mais Robert Félalime publie de larges extraits de sa correspondance (les lettres reçues par Jung se trouvent à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, celles qu'il écrivit sont aux Archives de Russie à Moscou, et donc consultables depuis peu), résumant par ce biais l'histoire de la Première Internationale. L'auteur est décédé peu avant la parution de son livre. C'est un ouvrage de grande érudition mais au style alerte, truffé d'illustrations originales et accompagné de notes fort précises, malheureusement sans index: la lecture réclame un sérieux effort initial, avant qu'on se laisse passionner.

Alcide Dubois, de son métier faiseur de secrets à Saint-Imier, était un militant actif de la Fédération jurassienne, qui resta anarchiste jusqu'à la fin de sa vie, en 1912. De sa correspondance avec Jacques Gross, Maurice Born a tiré un long récit qui clôt le dernier numéro de la revue biennoise *Intervalles*.

«Que peut-on savoir ou découvrir de l'anarchisme quand on a dix-huit ans et que les cours d'histoire se limitent à une courte description des mouvements socialistes au XIXe siècle?» Deux enseignants de l'École de commerce de La Neuveville ont posé cette question à leurs élèves alémaniques. Qui se sont, ma foi, fort bien débrouillés. Une vingtaine de garçons et filles se sont baladés sur des sites historiques, réels ou virtuels, ils sont bravement allés interviewer de grands barbus, des souris de bibliothèque et des punks de leur âge, ils ont choisi gaiement illustrations et citations et établi un glossaire. Les profs sont bien sûr passés derrière eux, tous les textes étant assumés par le collectif. L'ensemble est facile d'accès mais donne aussi une solide bibliographie pour qui serait alléché.

Autre curiosité que ce roman suédois dont la couverture est constituée par la carte 1:50 000 du val de Saint-Imier. Un étudiant suédois et son mentor, pendant un été passé à Genève, s'interrogent sur la vie à travers la lecture des mémoires de Pierre Kropotkine qui les mènent à d'autres ouvrages et à une visite sur les lieux historiques. Si la documentation est solide, le roman mêlant préoccupations politico-intellectuelles et éducation sentimentale dans un milieu de diplomates et de joueurs de golf est peu cohérent. Les anarchistes historiques y sont au moins plus crédibles que les protagonistes fictifs.

Marianne Enckell

- ***Le siècle des communismes***, sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.
- Sandro Bellassai, ***La morale comunista. Pubblico e privato nella rappresentazione del PCI (1947-1956)***, Istituto Gramsci Emilia-Romagna, Rome, Carocci, 2000, 382 p.

La sortie d'un ouvrage collectif sur *Le siècle des communismes* est assurément une bonne nouvelle. Alors même qu'un numéro du magazine *L'Histoire*[1] venait de consacrer un dossier entier aux seuls crimes du communisme, sur un ton péremptoire qui ne laissait place à aucun débat, il pouvait en effet sembler nécessaire de reconsidérer l'histoire du socialisme et du communisme dans une perspective de compréhension critique. Certes, les égarements, la violence, les crimes mêmes, ne devaient pas être niés. Mais ils ne devaient pas pour autant constituer la seule grille de lecture d'un phénomène qui avait marqué le siècle, une grille de lecture simpliste qui n'eût guère donné de chances d'en comprendre les réalités.

De fait, l'une des conséquences culturelles désastreuses de la chute des communismes n'avait-elle pas été en fin de compte d'avoir brouillé les idées et les espérances en pervertissant un projet porteur d'espérance ? A ceux qui avaient oublié la nature des espoirs sociaux noyés dans le sang de la Commune de Paris[2], à ceux qui n'avaient jamais soupçonné cet horizon d'attentes qui mena Jean Jaurès, il y a un peu plus d'un siècle, à croire vraisemblable dans les dix ans à venir la révolution sociale qu'il appelait de ses vœux[3], il fallait aussi proposer une autre analyse historique des luttes sociales, et du désenchantement, de ce vingtième siècle.

Après l'immense succès du *Livre noir du communisme*, et du discours réducteur de sa préface portant sur la seule dimension de la criminalité[4], cette étude collective permettra enfin de tourner le dos à de telles simplifications et

---

1. *L'Histoire*, octobre 2000.

2. Ils sont rappelés d'une manière magistrale dans un récent ouvrage, *La Commune de 1871 : utopie ou modernité ?*, sous la direction de Gilbert Larguier et Jérôme Quaretti, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2000 (il s'agit des actes enrichis et actualisés d'un colloque de 1996).

3. Voir la très belle introduction de Madeleine Rebérioux dans « Socialisme et utopies. De Babeuf à Jaurès », *Documentation photographique*, Dossier n° 8016, Paris, La Documentation française, août 2000.

4. *Le Livre noir du communisme* [Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Packowski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin], Paris, Robert Laffont, 1997. Cet ouvrage avait été précédé par un autre succès éditorial tout aussi discutable et auquel *Le siècle des communismes* répond également : François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Robert Laffont et Calmann-Lévy, 1995.

d'aller plus loin dans les études comparatives, la connaissance critique et la réflexion. Tout d'abord, le phénomène communiste international y est abordé dans la pluralité de ses développements, dans la diversité de ses acteurs et non pas comme un bloc monolithique. Du point de vue de l'espace et du temps qui sont considérés successivement, tout n'est pas mis toujours sur le même plan. La complexité des expériences communistes est bien prise en considération. Et l'emploi du pluriel s'impose, au service de la connaissance et de la réflexion.

Les propos des auteurs de ce livre novateur portent d'abord sur les constructions de l'histoire des communismes. Des ravages absurdes de l'historiographie stalinienne la plus manipulatrice au paradoxe étrange de la récente instrumentalisation de cette histoire dans le contexte de la fin de la Guerre froide, les interprétations successives et diverses dont elle a fait l'objet lui ont tout de même permis d'effectuer de substantiels progrès. Et elles l'ont dégagée de lourds conditionnements idéologiques et justificatifs. *Le siècle des communismes* en constitue d'ailleurs un témoignage concret.

Une approche culturelle

Quant au récit lui-même de ces communismes, il donne lieu à toutes sortes de développements originaux. S'agissant de l'Union soviétique, l'origine de la violence du régime, inscrite dans le contexte de la Première Guerre mondiale, est utilement rappelée, tout comme le rôle d'un Parti accroché coûte que coûte à son monopole, protagoniste d'une confiscation de pouvoir au profit d'une nouvelle élite et responsable d'un insoutenable enchaînement de la terreur. Mais la question de la paysannerie et de sa résistance culturelle est sans doute aussi un trait majeur de cette société soviétique. Tout comme celle du rôle des femmes, qui a fait l'objet d'une législation aussi avancée que les pratiques sociales en la matière sont restées traditionnelles.

L'existence de mouvements ou de régimes communistes dans les régions coloniales rend nécessaire une interrogation de leurs particularités culturelles. Mais l'approche culturelle s'impose également pour tout ce qui concerne les expériences européennes et la nature des engagements, individuels et collectifs, notamment en rapport avec les deux plus puissants partis communistes occidentaux, de France et d'Italie. En décrivant le Parti comme une institution totale, y compris à travers l'enfermement symbolique qu'il implique, mais aussi sous l'angle de fortes pratiques d'encadrement, c'est bien l'univers quotidien des militants communistes qui apparaît. Des contrôles biographiques et des purges sournoises en ont aussi fait partie, tout comme le culte organisé de certains dirigeants.

Tout n'a évidemment pas pu être traité dans ces quelque 542 pages. Certains chapitres comme celui qui porte sur l'Amérique Latine sont franchement un peu courts et des approches culturelles ou anthropologiques pourraient prolonger utilement le tableau d'ensemble, encore trop prioritairement politique, qui nous est dressé. On aurait pu interroger, notamment, les diverses productions artistiques et leur évolution, le cinéma soviétique par exemple, ou la question de l'intégration du monde communiste dans les sociétés où il s'est le plus et le mieux implanté. On aurait pu mieux dévelop-

per, en parallèle, le poids de l'anticommunisme et celui des représentations extérieures de ces communismes. Cela dit, l'évocation de ces pistes à creuser n'enlève rien, d'une manière générale, à la qualité de la démarche du *Siècle des communismes* et à son utilité incontestable dans la perspective d'un renouvellement des connaissances historiques.

L'ouvrage se conclut par un triple questionnement. Tout d'abord sur la violence du socialisme réel, notamment dans les régimes stalinien et maoïste, une violence qui n'est jamais niée, mais qui n'est pas non plus inscrite dans les simplifications du concept de totalitarisme. Ensuite sur la notion d'antifascisme dont il est montré à juste titre que, loin de n'être réductible qu'à une manipulation, elle revêt différentes dimensions qui n'ont pas toutes été communistes. Et qu'elle s'inscrit de manières fort diverses dans l'identité politique de différents pays européens, notamment parce qu'elle a pu participer à la fois de la légitimation d'une dictature, en Allemagne de l'Est, et d'une démocratie, en Italie. Enfin, les liens réels des communismes avec la classe ouvrière sont encore interrogés. En effet, toutes les expériences de l'implantation communiste ne sont pas nécessairement d'origine ouvrière et les auteurs relèvent dans ce domaine une certaine invention de la tradition. Ces questions, et bien d'autres encore, permettent d'alimenter un débat critique sur les communismes et de tourner le dos aux schémas réducteurs qui envahissent les médias sans nous donner les moyens de vraiment comprendre ce vingtième siècle que nous venons de quitter.

L'espace privé communiste

La morale comunista, un ouvrage de Sandro Bellassai qui porte sur un espace-temps beaucoup plus restreint, propose avec une grande originalité une approche de la dimension privée dans le monde communiste italien des années cinquante. Il décrit la vie quotidienne dans un grand parti de masse et évoque ainsi une autre facette des communismes, celle des mouvements qui n'ont exercé le pouvoir que très partiellement en évoluant comme force d'opposition au sein d'une société libérale. Dans sa préface, Aldo Agosti considère avec raison que, désormais, l'approche idéologique ne suffit plus à reconstruire l'histoire sociale et qu'il est par conséquent nécessaire d'interroger aussi les pratiques de tous les jours tant il est vrai que l'engagement politique est un processus de transformation qui concerne le militant individuel autant que le vaste monde. Or, c'est précisément dans ce rapport ambivalent entre sphères publique et privée, dans cette pluralité des échelles d'observation que s'inscrit la moralité du mouvement communiste. Une moralité qui, dans ce cas particulier, est bien évidemment influencée par la culture de la guerre froide, une culture qui induit un certain contraste entre la croissance d'une organisation populaire et un isolement relatif découlant de sa stigmatisation.

Pour sa recherche, Bellassai a d'abord tenu compte d'un autre rapport particulier, celui qui s'était alors développé entre militants et parti, soit un rapport d'engagement global dans un sens, éminemment pédagogique dans l'autre sens. Aux yeux des cadres communistes, qui faisaient preuve d'un activisme permanent et d'un certain sens du sacrifice, il fallait multiplier les manifestations culturelles ou récréatives susceptibles de faire concurrence à la

culture dominante et de mettre le parti en contact avec le peuple. Quant à la sphère privée de ces cadres, elle était des plus surveillée et fortement inscrite dans une perspective collective et militante.

À l'échelle des familles ouvrières, les cultures catholique et communiste, ainsi que leurs rituels, cohabitaient souvent tout en se faisant concurrence. Mais le monde communiste restait très fermé à l'égard d'une culture populaire qu'il considérait comme arriérée – quitte à l'instrumentaliser – et dans laquelle, contrairement aux suggestions d'un Ernesto De Martino ou d'un Carlo Levi, il ne percevait guère de dimension progressiste. La moralité communiste s'affirmait par ailleurs au niveau de la sphère familiale, sur des questions comme le mariage, le divorce ou les enfants «illégitimes». Dans ces domaines, elle paraît plutôt conservatrice, à part le fait d'assigner un rôle plus égalitaire aux femmes, et malgré son engagement officiel en faveur du divorce. Cela dit, la vie privée et conjugale des dirigeants communistes les plus connus était loin d'être toujours conforme à ces principes. Par ailleurs, cette moralité communiste relayait une certaine idéologie du progrès – au centre de laquelle le travail s'affirmait comme une valeur fondamentale – non sans céder aux sirènes de la société de consommation.

Dans un chapitre particulièrement novateur, Bellassai interroge la figure de l'«homme communiste» et les représentations de la masculinité. Ses descriptions portent à la fois sur des images positives – le travailleur viril et sportif – et négatives – le bourgeois dégénéré, faible physiquement. Cette image de l'homme communiste impliquait son hétérosexualité, mais sans libertinage. Elle allait dans le sens de promouvoir la fidélité dans le mariage, ce qui n'excluait pas pour autant l'existence d'une «double morale» qui pouvait déboucher sur des comportements nettement moins vertueux. De leur côté, lorsque les femmes communistes s'exprimaient sur leurs compagnons, elles souhaitaient le plus souvent qu'ils évoluent, qu'ils acceptent mieux leur propre émancipation et les conséquences de la vie moderne (qui était parfois confondue, à plus ou moins bon escient, avec la vie américaine). Quant à la «femme nouvelle» qui était revendiquée par ce monde communiste, elle devait à la fois pouvoir sortir du cadre familial – par le travail et par l'activité militante – et se montrer la meilleure et la plus réservée des mères. Et ce n'est évidemment pas par hasard que les premières revendications des structures féminines du monde communiste aient porté sur des structures comme les crèches qui permettaient justement de rendre compatibles ces deux objectifs.

Enfin, le domaine de l'éducation était de la première importance. Issue du monde communiste, l'Association pionnière d'Italie visait à soustraire les enfants à l'influence cléricale tout en leur inculquant des valeurs démocratiques, c'est-à-dire une sorte de patriotisme républicain. Mais elle était violemment combattue – et parfois calomniée – par les milieux catholiques. Par ailleurs, le parti communiste s'efforçait à la fois de faire améliorer les conditions de fonctionnement des écoles italiennes et de dénoncer la culture dominante – et américaine – qui était proposée aux enfants, notamment à travers les bandes dessinées. La question de la moralité était forcément très présente dans ce domaine de l'éducation, que chacun s'accordait dans le parti à considérer comme un problème qui devait être affronté tout de suite, c'est-à-dire

sans attendre l'édification du socialisme. Elle consistait à vouloir former des hommes nouveaux, sages, conscients de leurs devoirs et soucieux d'améliorer la société.

Le tableau que nous dresse Sandro Bellassai dans son ouvrage, qui est très intéressant, est profondément contrasté. Au sein d'une société fortement marquée par l'esprit de la guerre froide, le milieu communiste paraît à la fois voué à une certaine modernité et attaché à des traditions. Il est porteur d'espérances et d'une volonté affirmée de progrès. Mais il est surtout marqué par un sens de la fidélité qui valorise un certain conformisme et ne lui permet guère d'être un laboratoire concret dudit progrès.

ChH

■ Nelly Valsangiacomo Comolli, ***Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini. 1886-1965***, s.l. Fondazione Pellegrini-Canevascini et Fondazione Miranda e Guglielmo Canevascini, 2001, 480 p.

Cette biographie, issue d'une thèse de doctorat, porte sur un personnage hors du commun, un leader – comme l'indique le titre de l'ouvrage – et un socialiste qui a marqué la vie politique tessinoise pendant une très longue période. Malheureusement, Guglielmo Canevascini reste encore peu connu en dehors de la Suisse italienne alors qu'il fait sans doute partie de ces figures dont l'itinéraire a beaucoup de sens pour l'histoire du socialisme helvétique et de son intégration. La brève expérience d'une migration dans la région lémanique, puis celle, plus durable, de l'animation de la *Camera del Lavoro* de Lugano ont marqué durablement le jeune Canevascini. Elles lui font prendre sérieusement contact avec le monde ouvrier et les réalités de certaines luttes, ce qui l'incite d'emblée à devenir un véritable réformiste pragmatique, d'abord attentif aux luttes économiques et prêt à s'allier avec les libéraux-radicaux de son canton pour contrer le parti clérical. En 1913, il joue déjà un rôle de premier plan dans la crise du Parti socialiste tessinois, époque à laquelle il crée le journal *Libera Stampa*. Il défend alors les réfugiés et se montre souvent proche des socialistes italiens. Mais la Première Guerre mondiale va le mener à défendre des positions interventionnistes ressenties comme élitistes par beaucoup de travailleurs italiens.

Après la guerre, une fois le socialisme tessinois réunifié, et à l'issue de la grève de 1918 (celle de juillet, la grève générale de novembre ayant été peu suivie), Canevascini redevient vite l'un des principaux responsables socialistes, bientôt élu au Conseil national (1919), puis au Conseil d'État tessinois (1922). Membre du gouvernement, Canevascini conserve une verve oratoire qui ne l'empêche pas de collaborer étroitement avec le conservateur Giuseppe Cattori, spécialement pour défendre les revendications tessinoises à l'égard des autorités de Berne. Sa justification de la participation socialiste au gouvernement met en avant une « garantie contre le pire » qui devra se référer toujours plus directement au fascisme. Mais elle ne va pas de soi dans la mesure où des conflits internes au mouvement socialiste subsistent et s'étalent sur la place publique.

La personnalité de Canevascini va également s'affirmer dans la lutte antifasciste au cours de laquelle il n'hésite pas à prendre des risques sans se cacher derrière sa fonction de conseiller d'État. Cela donne aussi lieu à des situations rocambolesques dans la mesure où l'entrée en Italie était interdite à ce conseiller d'Etat antifasciste, responsable par exemple de la construction des routes. Après la disparition de Cattori en 1932, le leader socialiste se retrouve clairement confiné dans une position d'opposant au sein du gouvernement cantonal, perdant du même coup son département des travaux publics et du travail, d'où un certain isolement. Mais ses activités en faveur des réfugiés antifascistes, notamment ceux de *Giustizia e Libertà*, se poursuivent, y compris à travers de discrets voyages jusqu'à Paris. De tout cela – faux papiers, accueils, etc. –, il ne reste toutefois que des traces orales. Au moment de la guerre, son engagement est encore plus accentué, et les témoignages des *fuorusciti* sont clairs: le magistrat socialiste est au cœur des structures d'accueil et de solidarité, et toute sa famille est engagée. Il devait bien évidemment en retirer une grande popularité en Italie au cours de l'après-guerre. Se demandant comment sortir de cette terrible période, Canevascini s'engage en faveur du fédéralisme européen, dans des structures où il retrouve des socialistes et des libéraux italiens qui avaient dû passer par le Tessin. Il ressent aussi bien des désillusions face à la crise du socialisme italien. Mais c'est désormais une longue période de déclin qui s'engage pour l'expérimenté conseiller d'État. Il n'a pas su former une nouvelle génération de cadres socialiste – seule exception, celle de Piero Pellegrini qui devait mourir d'une crise cardiaque quelques semaines après lui avoir succédé au gouvernement, en 1959. Il n'imagine pas de se retirer de la vie publique, et il ne saura donc pas la quitter assez tôt.

Comme beaucoup de travaux portant sur l'histoire du mouvement ouvrier, y compris dans notre revue, cette très riche bibliographie reste centrée sur l'histoire politique du personnage, ce leader Canevascini totalement voué à sa vie publique. Voilà qui était sans doute inévitable avec un tel itinéraire. Quant à la vie privée du dirigeant socialiste, à ses convictions et à ses pratiques sur les questions de vie quotidienne, elles sont forcément traitées de façon marginale, à l'image de la place qu'il semblait apparemment lui laisser dans sa vie, ou plutôt dans l'image qu'il en a donnée. Ainsi la relation entretenue avec sa femme et ses nombreux enfants n'apparaît-elle guère, et indirectement, que par l'intermédiaire de sa lettre à son fils Elio parti en Espagne (p. 340). Les deux vies, publique et privée, de Canevascini se sont pourtant longuement croisées pendant la Seconde Guerre mondiale lorsque ses proches devaient regarder et taire tous les passages de réfugiés auxquels ils assistaient.

Dans le même sens, l'ouvrage nous fait bien appréhender le pragmatisme du personnage, sa souplesse idéologique et son opportunisme sans lesquels il n'aurait pas pu exercer si longtemps une fonction exécutive cantonale. Cependant, le lecteur risque de rester sur sa faim lorsqu'il est simplement rappelé, dans une note de bas de pages (p. 224), la tension qui tenaille habituellement les hommes de gauche entre opposition et participation. Le thème de l'intégration des leaders socialistes suisses est en effet particulièrement délicat et crucial compte tenu des institutions – et des mœurs politiques qui prévalent dans le pays. Et à propos de Canevascini, l'analyse aurait pu aller un peu plus

loin. En montrant par exemple que cette problématique pourrait être périodisée, qu'elle ne s'est pas posée dans les mêmes termes à la frontière d'une Italie fasciste ou au cours des années cinquante, quand Canevascini était allié avec d'autres conseillers d'Etat ou lorsqu'il s'est retrouvé isolé (des périodes que l'ouvrage décrit avec précision). C'est d'ailleurs là toute la singularité du parcours du leader tessinois: dans le cadre d'une aussi longue participation minoritaire à un gouvernement cantonal (pendant 37 ans), il a pu se montrer solidaire d'opposants antifascistes, un argument qu'il a su faire prévaloir dans d'autres circonstances.

Ces quelques questions, qui ne trouvent pas toujours de réponse dans les sources, ne doivent cependant pas masquer l'essentiel. En effet, cet impressionnant travail biographique de Nelly Valsangiacomo Comolli, fondé sur une documentation vaste et abondante, est d'une grande richesse et sa densité lui permet de ne pas confondre empathie et hagiographie. Il s'interroge fort à propos sur l'opportunisme politique de Canevascini, reconstruit finement sa manière d'exercer le pouvoir tout en rendant compte des origines, des repères idéologiques et des traits de caractère de son personnage. En outre, il a le mérite de décrire un itinéraire hors du commun qui devrait être mieux connu, ne serait-ce que sous l'angle de l'antifascisme.

En effet, une récente journée d'études sur l'antifascisme en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, organisée par l'Université ouvrière de Genève (UOG) en collaboration avec l'AEHMO, nous a montré une fois de plus combien des personnages comme Canevascini, que Mauro Cerutti avait évoqué, restaient ignorés hors des frontières cantonales les concernant. Il nous faut donc saluer la publication de cet ouvrage qui ne pourra que contribuer à diffuser une telle connaissance. En espérant qu'un jour, une synthèse soit aussi publiée en français.

ChH

■ ***La Suisse, les Alliés et le cinéma***, sous la direction de Gianni Haver, Lausanne, Antipodes, 2001, 141 p.

Cet ouvrage collectif dirigé par Gianni Haver propose une série d'articles sur le cinéma produit par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale et sur les chroniqueurs de presse qui critiquaient ces films dans la presse suisse-romande. La production américaine de films anti-japonais, nous dit Robert Jaquier, est assez abondante et elle a évidement pris une ampleur considérable après Pearl Harbor. Elle a même donné lieu à la représentation d'une véritable déshumanisation exprimée dans l'opposition systématique entre l'image positive du soldat américain et celle, abominable et indifférenciée, du Japonais. Mais cette image négative de l'Asiatique avait auparavant concerné les Chinois et elle correspond à une sorte d'invariant idéologique qui s'exprime volontiers, aujourd'hui encore, à l'égard par exemple d'une soi-disant «menace islamiste».

Du côté britannique, Julie Zaugg montre que le film de guerre s'est efforcé d'effacer les frontières de classe, de genre ou de culture pour donner à voir, dans un espace domestique où la femme a pu conquérir une certaine mobilité,

l'unité de la nation dans l'épreuve de la guerre. Et Mathieu Carnal évoque les films documentaires dont le contenu de propagande, amené sous la forme d'un reportage, s'avère somme toute assez modéré. C'est là une manière de parler de la guerre sans la montrer, en s'adressant à la société civile et en donnant l'illusion d'une objectivité induite par la relative tiédeur des propos.

Pour sa part, Gianni Haver évoque le cinéma suisse de l'époque en montrant qu'il porte surtout sur la manière dont le pays traverse le conflit en maintenant sa neutralité. Il n'évoque donc guère les réalités du front. Juste avant la guerre, plusieurs films avaient porté sur l'armée et sa capacité de défense, y compris sous la forme d'une fiction, *Le fusilier Wipf*, portant sur le conflit précédent. Mais le Ciné-journal suisse et le Service des films de l'armée vont bientôt émerger pour assurer une propagande d'envergure en faveur de la Mob et de l'union nationale pour la défense du pays. Précisons qu'à part quelques notables exceptions, comme celle de *La dernière chance*, un film de Léopold Lindtberg sorti en 1945, ce cinéma ne montre pas la guerre. Celle-ci n'est pourtant pas complètement absente des écrans suisses où sont projetés avec succès des films étrangers qui sont parfois tout aussi bien accueillis par la critique.

Isabelle Pacaud propose ensuite de courtes notices biographiques sur les critiques de cinéma de la presse romande au cours des années trente et jusqu'à la fin de la guerre. La liste présentée, malgré des difficultés liées au manque de sources disponibles, donne à voir un milieu de critiques cinématographiques très engagés dans la cité (avec par exemple les figures bien connues et très contrastées du socialiste André Ehrler, du pamphlétaire d'extrême-droite Max-Marc Thomas ou encore de l'abbé Chamonin, un rédacteur en chef du *Courrier* tellement favorable à Pétain qu'il devra quitter son poste après la guerre). Enfin, François Lorétan nous montre ces chroniqueurs de cinéma à l'œuvre face aux films américains diffusés en Suisse pendant la guerre. Pour son travail, l'auteur les a considérés en un seul bloc, ce qui est sans doute discutable si l'on tient compte des personnalités dont il est question. Il constate notamment qu'ils éprouvent une certaine réticence à désigner les manifestations esthétiques et factuelles de la propagande alors même qu'elle leur saute aux yeux.

En Suisse, pendant les années de guerre, le cinéma a joué un rôle crucial en tant que vecteur de propagande au sein d'une société de masse. Il est par conséquent nécessaire de le prendre en considération si l'on veut vraiment reconstruire l'histoire de cette période troublée. Evidemment, il s'agira aussi de mesurer l'audience et l'influence de cette propagande, question que Gianni Haver a eu le mérite de poser dans sa contribution. Il est donc heureux qu'un tel ouvrage ait pu voir le jour, en inaugurant une nouvelle collection «Médias et Histoire», pour élargir nos connaissances sur cet instrument moderne de communication et son histoire[1].

ChH

---

1. Voir aussi un autre ouvrage collectif récent, qui comprend notamment des articles sur André Ehrler et sur les réseaux de pénétration du cinéma fasciste en Suisse: *Cinéma Suisse: nouvelles approches. Histoire – Esthétique – Critique – Thèmes – Matériaux*, sous la direction de Maria Tortajada et François Albera, Lausanne, Payot, 2000.

■ Michel Dreyfus, ***Liberté, Égalité, Mutualité. Mutualisme et syndicalisme. 1852-1957***, Paris, Éditions de l'Atelier, 2001, 350 p.

Avec cet ouvrage qui parcourt plus d'un siècle d'histoire du mutualisme français, l'auteur fait sortir de l'ombre une dimension peu connue de l'histoire sociale qui a été davantage portée sur des réformes concrètes que sur des conflits. Il évoque surtout une manière originale d'affronter la question sociale dont le parcours a fait exception en France dans la mesure où sa distance d'avec les syndicats a été plus grande alors même que ce mouvement mutualiste y a été plus puissant qu'ailleurs.

■ ***Revue historique neuchâteloise***, « Partir pour travailler. Mobilités et migrations professionnelles à Neuchâtel et en Suisse (fin XVIIIe-milieu XXe siècle) », Neuchâtel, n° 1-2, janvier-juin 2001, 107 p.

Dans cette récente livraison de la *Revue historique neuchâteloise*, on lira en particulier un article de Marc Perrenoud sur des horlogers neuchâtelois au chômage dans les années trente qui ont choisi d'émigrer en URSS. L'affaire a passablement ému les autorités helvétiques et a provoqué bien des polémiques, y compris après qu'elle a mal tourné.

■ ***Pour une histoire des femmes dans le Jura***, Lettre d'information n° 25 du Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'Émulation, Porrentruy, 2001, 179 p., avec une préface de Michelle Perrot.

En promouvant ainsi des « études genre » à l'échelle jurassienne, cette publication évoque des femmes dont la présence dans le grand récit de l'histoire n'allait pas de soi. Elle porte surtout, *a priori*, sur la vie et les actions de ces femmes dans l'espace privé. Mais aussi sur des situations, comme la contestation de certains curés, où elles occupent de fait une certaine place dans l'espace public.

L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, conférences, expositions, publications, etc.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc. Elle aborde ces questions sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature (textes, manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc.) concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne-Dorigny ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits.

Depuis 1984, elle publie des Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier.

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement (cotisation minimale Fr. 25.- pour les membres individuels, Fr. 100.- pour les membres collectifs, cette somme comprenant la livraison du Cahier), en lui confiant les documents que vous possédez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.